

Évolution globale en France métropolitaine

Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2008

L'exercice 2008 se caractérise par une légère baisse des dépenses totales : - 0,5% en euros courants, résultant de l'effet **de la diminution des dépenses d'investissement : - 7,7 % par rapport à 2007, tandis que les dépenses de fonctionnement poursuivent leur croissance (+ 2,5 %).**

En 2007, l'équipement brut augmentait de façon soutenue (+ 6,7 %), illustrant ainsi l'influence du cycle électoral. Sur les dépenses des communes. Cette croissance était aussi due à la mise en application de normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement, ainsi qu'à l'effet de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics. En revanche en 2008 on observe une rupture, **l'équipement brut diminue : - 7,5 %.**

Le développement de l'intercommunalité tend à ralentir du fait de la couverture du territoire déjà atteinte en 2007 (92 % des communes de plus de 10 000 habitants étaient déjà regroupées). En 2008, plus de 9 communes de plus de 10 000 habitants sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre. La création des communautés d'agglomération et des communautés de communes à taxe professionnelle unique (TPU), depuis 2000, a profondément modifié le paysage local : les budgets des communes appartenant à ces groupements se sont trouvés profondément modifiés tant en niveau qu'en structure. Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources. Cependant, l'influence de l'intercommunalité sur les évolutions des dépenses des communes prises dans leur ensemble est moins marquée.

Poursuite de la progression des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 2,5 % sous l'effet de la croissance conjuguée des charges à caractère général et des charges de personnel. Cependant cette progression est moins marquée pour les communes appartenant à un syndicat d'agglomération nouvelle (+ 1,6 %). D'autre part, **les charges d'intérêts augmentent de 6,4 %** après avoir enregistré une hausse très marquée en 2006 (+ 9,1 %), puis en 2007 (+ 5,8 %).

Les charges de personnel, qui représentent environ 40 % du budget total des communes, progressent de façon moins soutenue qu'en 2007 (+ 4,3 % contre + 2,0 % en 2008).

Progression modérée des recettes de fonctionnement

L'analyse des impôts directs doit prendre en compte le développement de l'intercommunalité et plus particulièrement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité.

Les impôts et taxes augmentent de 1,9 % en 2008. Pour l'ensemble des communes, le produit des 4 taxes directement perçu augmente de 4,0 % et ce, quel que soit le type de groupement sauf pour les communes appartenant à une CC à TPU dont le produit des 4 taxes croît plus faiblement (+ 1,6 %). Comme les autres collectivités, les communes bénéficient de la croissance des bases d'imposition pour la septième année consécutive.

La croissance du poste des dotations et participations poursuit son ralentissement en 2008 avec une augmentation de seulement + 0,3 % contre + 1,6 % en 2007 et 2,1 % en 2006), dû à la croissance moins forte de la DGF (+ 1,8 % contre + 2,1 % en 2007) et à la diminution des attributions de péréquation et de compensation (- 6,2 %).

Forte diminution du niveau de l'épargne en 2008

L'épargne brute en 2008 est marquée par une forte baisse (- 11,4 %), due à l'effet conjugué des dépenses de fonctionnement qui ont augmenté de 2,5 % et des recettes de fonctionnement qui ont stagné (+ 0,4 %). Cependant le niveau d'épargne atteint est suffisant pour financer les remboursements de dette. Malgré la décroissance de ces derniers (- 8,0 %), l'épargne nette diminue elle aussi.

Baisse de l'investissement direct en 2008

En 2007, à un an des échéances municipales, la croissance soutenue des dépenses d'équipement brut des communes de plus de 10 000 habitants confirmait la tendance classique d'un cycle électoral. 2008 marque le début d'un nouveau cycle. On assiste à une pause de l'investissement direct, expliquant la baisse de 7,5 % des dépenses d'équipement brut.

Moindre recours à l'emprunt pour financer les investissements

La baisse de l'équipement brut s'accompagne d'un ralentissement du recours à l'emprunt réalisé hors réaménagement de dette, ce qui contribue à l'augmentation de l'encours de dette au 31 décembre (+ 2,4 %). Cependant, son poids relatif par rapport aux recettes de fonctionnement reste stable.

Evolution des budgets des communes de plus de 10 000 habitants (France métropolitaine)

Montants en milliards d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 07-08		
								€ courants	€ constants*	
							(2)	(1)	(1)	(2)
Nombre de communes	871	871	871	885	893	896	899	(896)	(896)	(899)
Dépenses réelles totales	40,8	41,3	42,4	44,0	46,0	47,7	47,7	-0,3%	-2,7%	-2,6%
Dépenses réelles totales hors réaménagement de dette	39,3	39,7	40,8	42,3	44,2	46,0	45,8	-0,5%	-2,9%	-2,8%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors TR)	29,5	29,6	29,7	30,5	31,6	32,6	33,5	2,5%	0,0%	0,1%
Frais de personnel	15,8	16,0	16,4	17,0	17,6	18,3	18,7	2,0%	-0,5%	-0,4%
Charges d'intérêts	1,4	1,3	1,1	1,0	1,1	1,2	1,3	6,4%	3,8%	3,9%
Recettes réelles de fonctionnement	34,0	34,5	35,3	36,1	37,5	38,3	38,5	0,4%	-2,0%	-1,9%
Dotation globale de fonctionnement versée **	6,1	6,1	7,5	7,5	7,6	8,0	8,2	1,6%	-0,8%	-0,7%
Produit des 4 taxes	12,8	12,8	13,0	13,3	13,8	14,1	14,7	4,0%	1,5%	1,6%
Produit des 4 taxes y c. reversements de TP du groupement	17,1	17,6	18,1	18,5	19,1	19,5	20,0	2,5%	0,0%	0,1%
Epargne de gestion	6,0	6,2	6,7	6,7	7,1	6,9	6,4	-8,3%	-10,5%	-10,4%
Epargne brute	4,5	5,0	5,6	5,6	5,9	5,7	5,1	-11,4%	-13,5%	-13,4%
Epargne nette	1,2	1,6	2,5	2,3	2,8	2,7	2,3	-15,3%	-17,3%	-17,1%
Dépenses réelles d'investissement	11,3	11,7	12,8	13,6	14,4	15,1	14,2	-6,3%	-8,6%	-8,4%
Dépenses réelles d'investissement hors réaménagement de dette	9,8	10,2	11,1	11,8	12,7	13,4	12,4	-7,7%	-9,9%	-9,8%
Remboursements de dette	4,8	4,9	4,8	5,0	4,9	4,8	4,6	-3,5%	-5,8%	-5,8%
Remboursements de dette hors réaménagement de dette	3,3	3,3	3,1	3,3	3,1	3,1	2,8	-8,0%	-10,2%	-10,1%
Dépenses d'équipement brut	6,2	6,5	7,3	7,9	8,9	9,5	8,8	-7,5%	-9,7%	-9,6%
Emprunts réalisés	4,4	4,4	4,8	5,1	5,2	5,5	5,6	2,8%	0,3%	0,4%
Emprunts réalisés hors réaménagement de dette	2,9	2,9	3,1	3,4	3,5	3,7	3,8	2,1%	-0,4%	-0,3%
Encours de la dette	29,0	28,5	28,6	28,7	29,3	29,8	30,5	2,4%	-0,1%	0,0%
Annuité de la dette	6,2	6,1	6,0	6,1	6,0	6,0	5,9	-1,5%	-3,9%	-3,8%
Annuité de la dette hors réaménagement de dette	4,7	4,6	4,3	4,3	4,3	4,3	4,1	-3,9%	-6,3%	-6,2%

Sources : comptes administratifs DGCL, comptes de gestion DGFIP

* montants déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE "Comptes nationaux annuels" mise à jour du 15/02/2010).

** source : DGCL / Bureau des concours financiers de l'Etat

(1) évolutions calculées à champ constant (sur les 896 communes présentes en 2007 et 2008)

(2) montants et évolutions calculés sur le champ total (899 communes)